

# Genève EN BREF

Survol des négociations commerciales bilatérales, plurilatérales et multilatérales

Charles Akande, rédacteur

## Le nouveau Programme de travail de Doha doit gagner en intensité

À l'avance de la mini-ministérielle de 2015 de l'OMC, qui s'est tenue à Davos, en Suisse, le week-end dernier, le directeur général de l'OMC, M. Roberto Azevêdo, a convoqué une réunion des chefs de délégation le 21 janvier afin de discuter d'un nouveau processus de consultation qui doit faire avancer l'élaboration du programme de travail de l'après-Bali, ce qui établirait par la suite le niveau d'ambition de la Conférence ministérielle (CM-10) qui doit se dérouler au Kenya plus tard cette année.

La réunion au « salon W » comme il est convenu de l'appeler, devrait se dérouler régulièrement pour que l'on réalise des progrès sur un ensemble d'enjeux ciblés du trépied – agriculture, AMNA et services - dans la perspective de conclure un plan de travail nettement défini d'ici la fin juillet, comme l'a enjoint le Conseil général en décembre dernier.

Il est important que les membres continuent de ressentir une certaine urgence, a déclaré M. Azevêdo, lorsqu'ils classent par ordre de priorité les enjeux de fond qui sont réalisables (p. ex., des questions dont il est réaliste de penser qu'elles peuvent être réglées) et qu'ils s'attaquent à tous en même temps, c.-à-d. qu'ils évitent de les mettre à la queue leu leu lorsqu'ils abordent des sujets particuliers, par exemple l'agriculture d'abord, ensuite l'AMNA et puis les services.

Manifestement, l'agriculture occupera néanmoins le centre de la scène et les questions qui ont été cernées dans ce domaine seront sans aucun doute l'élément central des prochaines négociations. Cependant, on ne peut pas l'aborder de façon isolée; d'autres parties du

Programme de Doha pour le développement (PDD) devront être reprises également.

Les membres doivent commencer ce travail dans le plus bref délai, en prenant appui sur l'élan qui a été regagné à la fin de l'année dernière, d'ajouter M. Azevêdo. Ce dont on a besoin, c'est d'un système de priorités qui aboutirait à une meilleure compréhension de la position des membres en utilisant des scénarios hypothétiques, a déclaré avec insistance le chef de l'OMC.

Les divergences sur la façon dont cela se fera persistent. En effet, certains membres, notamment les États-Unis et l'UE, insistent qu'il s'impose de trouver une façon plus créative (une façon simplifiée) de régler les enjeux qui restent, tout en adhérant de près au mandat du PDD. D'autres (les pays en développement), par contre, continuent de se sentir mal à l'aise avec cette idée, et insistent pour que l'on utilise la mouture la plus récente des modalités révisées (Rev4) comme point de départ des négociations. L'Inde et les membres du G-33 ont insisté sur la nécessité de s'attaquer à la sécurité alimentaire rapidement afin de la régler à la CM-10. L'Indonésie a fait observer que la conférence phare sur les services qui s'est déroulée en juillet 2008 ne fonctionnerait plus en raison des négociations en cours sur l'Accord sur le commerce des services (TiSA) (accord plurilatéral sur les services). L'Argentine a rappelé à l'auditoire qu'elle n'aime pas particulièrement la formule suisse pour l'AMNA, tandis que l'UE a appelé à un équilibre dans tous les domaines et à l'intérieur des secteurs des pourparlers.

L'ambassadeur Michael Punke (États-Unis) a comparé la réunion à une capsule mémoire, dans laquelle il semble

que rien n'a changé depuis 2008. Il s'agit d'une année importante pour le commerce aux États-Unis a-t-il déclaré, faisant allusion au discours du 20 janvier sur l'état de l'union du président Barack Obama, au cours de laquelle celui-ci a demandé l'autorisation de promotion de commerce (TPA). M. Punke a dit qu'il espère que l'OMC figurera parmi les résultats escomptés de cette année. L'Inde a répliqué en insistant sur la nécessité de s'attaquer aux inégalités et aux déséquilibres du système commercial multilatéral, dont bon nombre remontent au Cycle d'Uruguay.

« [Traduction] Nous devons utiliser au maximum le temps dont nous disposons avant juillet, et conserver l'élan que nous avons regagné à la fin de 2014. Nous devons avoir un débat détaillé de fond qui comprend l'agriculture, l'accès aux marchés pour les produits non agricoles, les services et toutes les autres questions du PDD, y compris le développement et les questions qui présentent un intérêt pour les PMA (pays les moins avancés). Aujourd'hui, nous reprenons notre conversation sur toutes ces questions. Soyez donc prêts et impliquez-vous », a lancé M. Azevêdo.

Le groupe a l'intention d'accroître la cadence des négociations en tenant des réunions sous diverses configurations chaque semaine. Une autre réunion au salon W a déjà été prévue pour le 29 janvier, principalement pour examiner les lignes directrices des ministres pour les prochaines étapes, de déclarer un fonctionnaire.

Le président des négociations sur l'agriculture, l'ambassadeur de Nouvelle-Zélande auprès de l'OMC, M. John Adank, a également convoqué deux réunions du Comité de négociations sur l'agriculture le 28 janvier, qui porteront principalement sur le soutien interne et l'accès aux marchés, d'une part, et une réunion extraordinaire sur la sécurité alimentaire.

### **Mini-ministérielle de Davos**

Comme les années précédentes, un groupe de ministres du Commerce s'est réuni en marge du Forum économique mondial (FEM) à Davos-Klosters, en Suisse, du 21 au 24 janvier pour tenir une séance de réflexion sur le plan de travail dont on a besoin pour réussir à mettre en lumière le 20<sup>e</sup> anniversaire de l'OMC.

Au cours de la réunion, qui s'est déroulée le dernier jour du FEM, 21 représentants commerciaux (parmi lesquels le Brésil, le Canada, la Chine, la Colombie, le Costa Rica, le Kenya, la Malaisie, le Mexique, la Nouvelle-

Zélande, la Russie, l'Afrique du Sud, la Suisse, la Thaïlande et les États-Unis) ont répondu à deux principales questions diffusées par leur hôte, le ministre suisse de l'Économie, M. Johann Schneider-Ammann, et qui portaient sur les questions qui doivent être abordées dans le programme de travail de l'après-Bali ainsi que sur ce à quoi il faut s'attendre d'ici la dixième Conférence ministérielle qui se déroulera à Nairobi (au Kenya) en décembre.

Selon les fonctionnaires présents à la réunion, les ministres commencent à épouser la nouvelle réalité, c.-à-d. que le monde a changé depuis 2008 pour un certain nombre de raisons, parmi lesquelles la crise économique. Même ceux qui ont insisté précédemment pour que l'on maintienne intact le texte sur le projet de modalités (Rev4) comme le seul fondement pour la reprise des pourparlers semblent à présent prêts à faire preuve de flexibilité et à envisager de nouvelles solutions de rechange.

Ce qui est assez surprenant, c'est que de nombreux ministres du Commerce pensent qu'il est très possible de conclure les modalités complètes, ce qui est paverait finalement la voie à la conclusion du PDD lors de la CM-10.

Pour que cela se réalise, d'aucuns prétendent que les membres doivent être plus précis au sujet de ce qu'ils veulent que l'on aborde dans le cadre du plan de travail, tout en se souvenant qu'ils peuvent ne pas obtenir exactement ce qu'ils recherchent. Bref, M. Azevêdo a prêché qu'il est d'une importance capitale de maintenir vivace un sentiment d'urgence tout en traitant les prochaines étapes. Les membres doivent maintenir le développement, l'agriculture, l'AMNA et les services au cœur des débats.

Un autre objectif pour cette année consiste à conclure le paquet de Bali d'ici la CM-10; ceci comprend la ratification de l'accord sur la facilitation des échanges (AFE) et de le faire entrer en vigueur d'ici la Conférence ministérielle, de même que l'accord sur une solution définitive au sujet de la sécurité alimentaire. M. Azevêdo, quant à lui, a exhorté les membres à être prêts à faire des concessions en échange de ce qu'ils demandent. Le directeur général a reconnu la difficulté que présentent les tâches qui les attendent et a pressé les ministres à fournir à leurs négociateurs les outils dont ils ont besoin pour mener à bien leur entreprise.

« [Traduction] Voyons comment cela se traduit en véritables négociations », est-il censé avoir déclaré.

On avait le sentiment que quelque chose de concret devait être réalisée cette année, car d'autres accords commerciaux très importants qui sont négociés hors de Suisse peuvent fort bien être conclus sous peu. Les ministres ont relevé que le PTP pourrait être conclu d'ici deux mois, et qu'un éventuel accord sur la TPA pourrait faire partie du mélange. Ceux qui présentent cet

argument déclarent qu'il est important que l'OMC figure parmi les réussites commerciales de cette année, sinon cela pourrait envoyer des signes défavorables pour les négociations multilatérales.

M. Azevêdo devrait à présent reprendre les pourparlers à Genève, où un Salon vert avec les principaux membres devraient se dérouler la semaine prochaine, avant la réunion au salon W du 29 janvier avec l'ensemble des membres.

## PROCHAINS ÉVÉNEMENTS PRINCIPAUX

- Réunion des négociateurs principaux du PTP, 26 janvier - 1<sup>er</sup> février, New York
- Séance extraordinaire du Comité de l'agriculture, 28 janvier
- Réunion au salon W de l'OMC, 29 janvier
- Négociations bilatérales États-Unis-Japon, début février (à confirmer)
- Conférence ministérielle du PTP, début mars (date et endroit à confirmer)
- Réunion des ministres de l'APEC responsables du commerce, 23-24 mai, Boracay (Philippines)
- Forum de l'OCDE (mini-ministérielle de l'OMC), 2-3 juin, Paris
- Délai du programme de travail de l'après-Bali, 31 juillet
- Forum public de l'OMC, 30 septembre - 2 octobre
- Sommet du G-20, 15-16 novembre, Antalya (Turquie)
- Sommet des dirigeants de l'APEC, à déterminer, Manille
- Dixième Conférence ministérielle de l'OMC, 15-18 décembre, Nairobi

*Genève en bref* est publié par les Producteurs laitiers du Canada, les Producteurs de poulet du Canada, les Producteurs d'œufs du Canada, les Éleveurs de dindon du Canada et les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada. On y fait état des divers événements qui se déroulent à Genève, particulièrement dans le cadre des négociations de l'OMC sur l'agriculture.

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez visiter les sites [producteurslaitiers.ca](http://producteurslaitiers.ca), [producteursdepoulet.ca](http://producteursdepoulet.ca), [producteursdoeufs.ca](http://producteursdoeufs.ca), [leseleveursdedindonducanada.ca](http://leseleveursdedindonducanada.ca), [chep-poic.ca](http://chep-poic.ca)

Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Canada, ISSN 1496-9254

